



## **CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION**

---

### **Convention de concessions de service n°2025CONCESS001**

---

**Université de Reims Champagne-Ardenne**  
2 avenue Robert Schuman  
51100 Reims

# Sommaire

ARTICLE 1 – Objet de la concession de service .....	4
Préambule.....	4
1 - 1 : Descriptif des prestations .....	4
ARTICLE 2 – Procédure .....	5
ARTICLE 3 – Durée de la concession de service .....	6
ARTICLE 4 – Documents constitutifs : .....	6
ARTICLE 5 – Définition des prestations .....	6
5 - 1 : Prestations .....	6
5-1-1 : Périmètre .....	6
5-1-2 : Périmètre géographique et installations .....	7
5-1-3 : Périmètre financier .....	7
5-1-4 : Ouverture au public .....	7
5-1-5 : Contrôle .....	7
5- 2 : Distributeurs automatiques .....	8
5-2-1 : Spécificités générales.....	8
5-2-2 : Types de distributeurs .....	8
5-2-3 : Sécurité et protection.....	9
5 - 3 : Produits.....	9
5-3-1 : Spécificité générale .....	9
5-3-2 : Spécificités concernant les produits proposés .....	9
5-3-3 : Restrictions .....	10
5-3-4 : Fourniture et gestion du stock .....	10
5-3-5 : Traçabilité et qualité des produits et analyses bactériologiques .....	10
5 - 4 : Moyens de paiement .....	11
5-4-3 : Fourniture et gestion de la monnaie .....	11
5-4-4 : Modalités de remboursement .....	11
5 - 5 : Maintenance .....	12
5-5-1 : Généralités .....	12
5-5-2 : Prestations.....	12
5-5-3 : L'intervention .....	12
5-5-4 : Le cas spécifique de l'entretien .....	13
5-5-5-Réclamation des usagers et dysfonctionnements .....	13
5 - 6 : Gestion globale du service .....	14
5-6-1 : Généralités .....	14
5-6-2 : Documents d'utilisation et d'information .....	14
5-6-3 : Rapport annuel d'activité .....	14
ARTICLE 6 – Installation des matériels.....	14
ARTICLE 7 – Considérations environnementales .....	15
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXPLOITATION .....	15
8.1-Cession – Sous-location .....	15
8.2-Restitution de l'installation .....	15

8.4-Propriété .....	16
8.5-Convention.....	16
ARTICLE 9 – Prix et condition tarifaire.....	16
ARTICLE 10 – Redevance annuelle : .....	17
10-1 Le montant de la redevance .....	17
10-2 Le contrôle de la redevance .....	17
ARTICLE 11 – Alimentation et raccordement .....	17
ARTICLE 12 – Obligations des parties.....	18
12 - 1 : Incombant au concessionnaire .....	18
12 - 2 : Incombant au pouvoir adjudicateur .....	18
ARTICLE 13 – Garanties.....	18
ARTICLE 14 – Assurance et responsabilité .....	19
ARTICLE 15 – Fin du contrat de concession .....	19

## ARTICLE 1 – Objet de la concession de service

### Préambule

L'université de Reims Champagne Ardenne est une université pluridisciplinaire qui compte un peu plus de 2 580 personnels et plus de 28 000 étudiants (cf. annexe 3 au présent cahier des charges de la concession). Elle est implantée géographiquement sur quatre villes de la Champagne Ardenne.

### 1 - 1 : Descriptif des prestations

Le présent cahier des charges a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant dit le « concessionnaire » pourra, sous le régime de la concession de service, mettre à disposition et exploiter, à titre précaire, des distributeurs automatiques de différents types pour les besoins de l'université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) qui est « l'autorité concédantes ».

Ces conditions seront formalisées au moyen d'un contrat de concession de service, signée par Monsieur le Président de l'université de Reims Champagne Ardenne, représentant le pouvoir adjudicateur contractant, et le concessionnaire, titulaire du contrat.

Ce contrat pourra faire l'objet d'avenants pour ajuster en volume ou en nature le parc, aux besoins de l'URCA.

La concessionnaire mettra à disposition des distributeurs automatiques de boissons et de denrées alimentaires, tout en assurant leur exploitation auprès des divers consommateurs présents au sein des différents sites de l'URCA. Il devra, de plus, en assurer la fourniture, l'installation, la gestion et la maintenance, ainsi qu'en complément la réalisation de prestations liées, telles que la fourniture fréquente des produits mis en vente et la régie des recettes.

Les machines seront fournies et entretenues par le concessionnaire, qui est tenu d'en assurer directement, en son nom et sans discontinuité, le service autorisé.

Enfin selon la réglementation en vigueur il est rappelé que le contrat de concession entraîne un transfert de la part de risque lié à l'exploitation du service au concessionnaire. Ce dernier assume seul le risque de l'exploitation avec une exposition aux aléas du marché.

Le concessionnaire aura à charge l'installation et l'exploitation de ces distributeurs automatiques. L'attribution du contrat de concession emportera, **à compter du 1<sup>er</sup> avril 2026**, autorisation d'occupation précaire du domaine public sur les sites concernés par l'installation des distributeurs.

### 1- 2 : Caractéristiques des produits

Le candidat devra présenter les détails et les spécificités de sa prestation, par l'intermédiaire d'un cadre de réponse technique détaillé, fourni au sein de son offre (exclusion de toutes brochures inadaptées (hors périmètre de l'article 5.3.2 en l'espèce), ainsi que de fiches produits précises pour l'ensemble des machines installées et des différents produits mis en vente (présentant de façon détaillées leurs différentes caractéristiques).

Le candidat devra proposer une gamme de produits variés (cf. article 5-3-2 du présent document). Le descriptif détaillé de l'ensemble des produits proposés sera précisé dans la rubrique 3 du cadre de réponse.

Le concessionnaire s'engage, sur demande du concédant, à faire évoluer la « gamme produits » tout au long de la durée de la concession afin de s'adapter au besoin évolutif des consommateurs.

### **1- 3 : Modifications diverses**

Toute modification des termes du présent contrat par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant.

Le concessionnaire est, de son côté, tenu de notifier immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son identification bancaire ;
- A son capital social ;
- A ses contrats d'assurance.

Il en est, de même, de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

### **1- 4 : Informations sur l'établissement et interlocuteur du concessionnaire**

Pendant la durée du présent contrat, l'interface entre le concessionnaire et l'URCA sera assurée par :

- la DLMG (Direction de la Logistique et des Moyens Généraux) pour les questions techniques, opérationnelles et le suivi d'exécution.
- la DAM (Direction des Achats et des Marchés) pour les questions administratives et juridiques.

Les coordonnées précises des différents référents seront confiées au titulaire, avant le début de l'exécution des prestations.

### **1- 5 : Modalités de suivi lié à la mise en œuvre de la prestation**

Pour s'assurer de la bonne exécution de la présente concession, l'université met en place un Comité de pilotage. Celui-ci se réunit avec le concessionnaire au moins une fois par an.

## **ARTICLE 2 – Procédure**

Le présent contrat est conclu sous le régime de la concession de service en application des articles L1120-1 et suivants du Code de la commande publique.

En conséquence, le concessionnaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale, ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation de quelque autre endroit.

Ainsi, le contrat de concession est un contrat par lequel l'autorité concédante confie au concessionnaire la gestion d'un service. Ledit concessionnaire se voit transféré le risque de gestion du service en contrepartie du droit de réaliser ses prestations de service. La part de risque transféré correspond à l'exposition réelle aux aléas du marché. Par conséquent, le concessionnaire assume le risque d'exploitation et n'est pas assuré d'amortir les investissements et les coûts liés à qu'il a supporté pour assurer ce service.

## **ARTICLE 3 – Durée de la concession de service**

La présente convention est conclue pour une durée de 4 ans. Cette période se renouvellera par reconduction expresse de l'administration pour une durée de 24 mois, sans pouvoir dépasser 6 ans.

A ce titre, six (6) mois avant le terme de la durée initiale (4 ans), les parties se rapprocheront afin de discuter du renouvellement de la concession pour une durée de deux ans. La décision expresse de reconduction interviendra dans les deux mois précédant l'échéance.

## **ARTICLE 4 – Documents constitutifs :**

Les documents régissant le contrat de concession, par ordre de priorité décroissant, sont :

- Le contrat de concession et ses annexes ;
  - L'annexe n°1 : Fixation de la redevance d'occupation
  - L'annexe n°2 : Fréquence de maintenance
  - L'annexe n°3 : Tarification des prestations
- Le présent cahier des charges de la concession et ses annexes :
  - o L'annexe n°1 : Le cadre de réponse technique du concessionnaire et les fiches produits (machines et consommables) ;
  - o L'annexe n°2 : Liste du parc
  - o L'annexe n°3 : Statistiques de l'URCA
  - o L'annexe n°4 : Inventaire d'installation
  - o L'annexe n°5 : Inventaire de sortie

## **ARTICLE 5 – Définition des prestations**

### **5 - 1 : Prestations**

#### **5-1-1 : Périmètre**

Les prestations visées par la présente convention se compose de la prise en charge totale, à ses risques et périls, par le concessionnaire, d'un service de distribution automatique de boissons et de denrées alimentaires, à destination des usagers des différents sites étudiants de l'URCA, voir postérieurement et potentiellement certains lieux précis de l'université.

Ce service est principalement assuré par le biais de matériels correspondants, notamment par des distributeurs automatiques.

Les prestations ainsi autorisées doivent comprendre toutes les missions liées au suivant service, c'est-à-dire la mise à disposition et l'installation des matériels, leur remplacement si besoin, la maintenance, la fourniture des consommables, la régie des recettes et la gestion globale du service.

### **5-1-2 : Périmètre géographique et installations**

Le contrat de concession présente la particularité de couvrir plusieurs zones géographiques concernant 6 villes différentes de Champagne-Ardenne.

Dans un souci d'égalité de ses usagers, l'université souhaite un concessionnaire unique sur les différents sites répartis comme suit :

- Zone n°1 concerne les sites universitaires de la ville de Reims,
- Zone n°2 les sites universitaires de la ville de Châlons-en-Champagne,
- Zone n°3 les sites universitaires du département ardennais (Charleville-Mézières et Boulton-aux-Bois),
- Zone n°4 les sites universitaires des départements aubois et haut-marnais (Troyes et Chaumont).

Le parc est actuellement composé de 55 distributeurs. Dans le cadre de la nouvelle concession, leur implantation est maintenue (*cf. liste du parc existant et sa localisation – Annexe n°2 du cahier des charges de la concession onglet Machines par existant*). En outre, de nouveaux besoins ont été recensés (*Annexe n°2 du cahier des charges de la concession – Onglet Machines nouveaux besoins*).

Le taux de fréquentation varie d'un site à l'autre (*A titre indicatif, voir l'annexe 3*).

### **5-1-3 : Périmètre financier**

La tarification est encadrée par l'article 7 du contrat de concession, il est rappelé ici, qu'une tarification correspondant aux prestations réalisées sera assurée auprès des différents usagers de manière uniforme et respectant les plafonds fixés (article 9 du présent cahier des charges de la concession). Celle-ci concernera les différents produits vendus par l'intermédiaire des distributeurs automatiques.

Le détail de cette proposition de tarification sera fixé au travers de tableaux fournis en annexe n°3 du contrat de concession.

### **5-1-4 : Ouverture au public**

L'exécution des prestations s'effectuera en correspondance directe avec les horaires d'ouverture des différents lieux d'implantation. Le concessionnaire ne pourra pas exiger, de fait, une ouverture des bâtiments pour sa seule activité, indépendamment de l'ouverture standard. Il devra aussi s'assurer de la bonne gestion du service autorisé, comme de l'exécution de la totalité des prestations prévues, durant toutes les heures d'ouverture au public.

Les horaires d'ouverture au public sont décidés par l'URCA seule, indépendamment de la volonté du concessionnaire. L'ensemble des horaires seront communiqués au concessionnaire par les responsables de chacun des sites avant le début des prestations, et le seront régulièrement au début de chaque semestre, mais aussi sur demande expresse du concessionnaire.

La bibliothèque universitaire Robert de Sorbon est ouverte tous les samedis de septembre à juin et trois dimanches dans l'année, par conséquent, le concessionnaire doit veiller à l'approvisionnement des distributeurs sur ces périodes.

### **5-1-5 : Contrôle**

Un contrôle des prestations pourra être effectué librement par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution du contrat. Le concessionnaire s'engage alors à toujours rendre possible ce contrôle, notamment en donnant accès au compteur des différents achats de chaque machine.

## **5- 2 : Distributeurs automatiques**

### **5-2-1 : Spécificités générales**

Les distributeurs automatiques mis à disposition devront nécessairement être adaptés à l'utilisation souhaitée par le pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la concession de service, et seulement pour cet objet précis, c'est-à-dire un service de distribution automatique de boisson et de denrée alimentaire. Tout autre fonctionnalité et utilisation du distributeur, qui ne serait pas en relation directe avec ce service, est proscrite. De plus, les appareils devront présenter des fonctionnalités adaptées au conditionnement des produits en distribution (notamment le maintien dans des bonnes conditions de fraîcheur).

Les distributeurs automatiques, mis en place dans le cadre du présent contrat, devront aussi respecter certaines spécificités :

- Une grande facilité d'utilisation pour les consommateurs
- Le respect des normes juridiques associées à l'utilisation de distributeur automatique
- Un état général de propreté et d'usure acceptable comme adaptée à une utilisation standard

Par ailleurs, la loi du 11 février 2005 fixe un nouveau cadre pour l'accueil des personnes handicapées dans les lieux recevant du public. Le concessionnaire s'engage donc à respecter les normes d'accès pour les personnes handicapées à leurs distributeurs (notamment l'emplacement du mode de paiement à une hauteur de 1m30 maximum).

De plus, le concessionnaire s'engage à ne pas gêner outre mesure le fonctionnement des services universitaires, ni par leur présence, ni par le bruit, des distributeurs automatiques. En conséquence, les distributeurs devront nécessairement présenter des caractéristiques adéquates notamment en termes de volume, de taille et d'amplitude sonore.

Le concessionnaire peut faire figurer sur les distributeurs les inscriptions se rapportant à l'indication de sa raison sociale ainsi qu'à la nature du commerce exercé dans le local commercial. Toute autre inscription doit faire l'objet d'une autorisation écrite de l'URCA. Dans tous les cas, les maquettes précisant la nature, les couleurs, les dimensions ainsi que les emplacements de ces inscriptions (lumineuses ou non) doivent être soumises à l'agrément préalable de l'URCA. Cette dernière se réserve le droit d'exiger la suppression de toute publicité qui ne lui paraîtrait pas conforme à ces prescriptions.

### **5-2-2 : Types de distributeurs**

Dans le cadre de la concession, 4 types de distributeur de base sont obligatoirement demandés :

- Distributeur de boissons chaudes : café (espresso, allongé etc.), préparation à base de café (cappuccino, latte etc.), chocolat chaud, thé, soupes ;
- Distributeur de boissons fraîches (notamment eau minérale, eau gazeuse, soda, jus de fruits, etc.) ;
- Distributeur de denrées alimentaires (notamment confiserie, sandwich, gâteau, etc.) ;
- Un distributeur mixte, cumulant la distribution de boissons fraîches et de denrées alimentaires doit être envisagé dans l'offre.

Le candidat doit dans son offre être en mesure de proposer des produits issus du commerce équitable ou bien posséder l'écolabel européen.

Une proposition de ces 4 distributeurs de base, devra être formulée par chaque candidat, en fournissant les fiches-produits détaillées de ces machines. Cette proposition fera l'objet de l'analyse technique de l'offre.

De plus, un catalogue de distributeurs disponibles sera aussi fourni par chaque candidat.

Celui-ci contiendra obligatoirement les 4 types de distributeurs de base demandés ci-dessus, mais aussi d'autres types de machine de distribution différents, notamment en termes de standing.

Suivant les lieux d'implantation, et la diversité des besoins, l'implantation concernera soit un appareil unique, soit un ensemble de distributeur de chaque type (boissons chaudes, boissons fraîches, denrées alimentaires), soit une implantation mixte de certains distributeurs. La liste des distributeurs à implanter et leurs types sont précisés au sein de l'annexe 2 du présent cahier des charges « liste du parc ».

### **5-2-3 : Sécurité et protection**

Un système de protection du distributeur automatique devra être envisagé, afin de protéger les distributeurs et leurs fonctionnements de toute dégradation, vandalisme, et éviter le vol de produits et de monnaies. De plus, ceux-ci devront présenter un certain degré de résistance aux températures extérieures, dans le cas où certaines implantations concerneraient des lieux hors bâtiments.

## **5 - 3 : Produits**

### **5-3-1 : Spécificité générale**

Les produits proposés à la distribution par le concessionnaire doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- Produits sains et frais, ne présentant aucun risque pour leurs différents consommateurs
- Une bonne qualité d'emballage
- Un conditionnement adéquat et adapté à chaque produit

Ces produits devront être de qualité et suffisamment diversifiés, afin de satisfaire convenablement les besoins des différents consommateurs.

Une fiche par produit, les présentant et décrivant avec précision leurs différentes caractéristiques, devra être fournie par chaque candidat.

La proposition de produit de chacun des candidats sera présentée au sein de l'annexe n° 3 du contrat de concession et dans le cadre de réponse. Ces produits constitueront le catalogue du candidat, pour ses distributions intra-URCA. Aucun autre produit ne pourra postérieurement être annexé à l'offre.

Lorsque le concessionnaire voudra intégrer un nouveau produit à son catalogue, distribué au sein de l'URCA (autre que ceux présents au sein de l'offre de base), il devra préalablement envoyer une demande d'agrément de produit auprès du pouvoir adjudicateur accompagné d'une fiche, présentant le nouveau produit et ses caractéristiques. Sans l'agrément du pouvoir adjudicateur, le concessionnaire ne pourra en aucun cas distribuer son produit sur les sites objets de la concession. Le silence du pouvoir adjudicateur vaut refus.

### **5-3-2 : Spécificités concernant les produits proposés**

#### *Concernant la gamme de boissons chaudes*

Les distributeurs doivent proposer du café en grains et instantané, ainsi que des boissons à base de café (cappuccino, latte, café au lait) mais également du café décaféiné, des thés et des soupes ainsi que du chocolat chaud.

Le candidat doit être en mesure de proposer des références issues du commerce équitable ou bien assorties de l'écolabel européen. Le candidat doit avoir la capacité de proposer des alternatives végétales pour les préparations à base de lait.

### *Concernant la gamme de boisson fraîches*

Les distributeurs doivent proposer un ensemble de boissons différentes en bouteille et en cannette telles que de l'eau plate, de l'eau gazeuse, des sodas ainsi que des jus de fruits et des boissons sans sucre. Les produits contenant de l'alcool et les boissons énergisantes sont interdits.

### *Concernant les produits snacks, confiseries et sandwich*

Les distributeurs doivent proposer un ensemble de produits snacks salés et confiseries sucrées. L'offre concernant les sandwichs doit être diversifiée, chaque distributeur doit posséder une alternative végétarienne.

Les produits doivent avoir une qualité nutritionnelle élevée et s'inscrire dans une démarche de circuit court assertis de l'écolabel européen et/ou ses équivalents, ces derniers devront bénéficier d'une visibilité plus élevée au sein des distributeurs.

## **5-3-3 : Restrictions**

L'URCA se réserve la possibilité d'interdire ou de faire retirer certains produits, pour des motifs dont elle sera le seul juge.

De plus, l'URCA pourra toujours demander le remplacement d'un produit, dans les 72 heures de sa demande, qui, devant le retour des usagers, présenterait une qualité médiocre, inadéquate à sa distribution.

Les produits contenant de l'alcool, ou risquant d'en favoriser la consommation, sont **interdits**.

## **5-3-4 : Fourniture et gestion du stock**

Les produits devront faire l'objet d'un approvisionnement fréquent de la part du concessionnaire, de sorte que le service ne connaisse aucune discontinuité. Celui-ci se fera en fonction de l'utilisation standard des distributeurs et devra anticiper d'éventuels pics de consommation (notamment lors d'évènement universitaire). La fréquence d'approvisionnement sera renseignée par chaque candidat.

Le concessionnaire dispose d'un délai de 48 heures pour respecter son engagement d'approvisionnement, en cas de carence. Si ce délai n'est pas respecté, cela donnera lieu à l'application de pénalités prévues à l'article 12.

Les machines se situant dans les bâtiments n'accueillant pas d'étudiants et/ou de personnels durant les périodes de fermetures doivent être vidées chaque veille de fermeture.

Il est exigé du concessionnaire une gestion dynamique des tournées via « télémétrie » pour garantir un taux de disponibilité > 98%.

## **5-3-5 : Traçabilité et qualité des produits et analyses bactériologiques**

Il est attendu du concessionnaire qu'il communique à la demande de l'autorité concédante tous les éléments permettant d'assurer la traçabilité des produits. C'est-à-dire l'origine, le lieu ainsi que la date de fabrication des produits, et, si nécessaire les numéros de séries ou de lot. L'ensemble de ces informations ne seront utilisées que dans les cas de retrait de produit ou lors de correction des produits concernés. Cette traçabilité peut être prouvée par le biais des gestions informatique du stock ou tout autre moyen permettant d'identifier les étapes dans la chaîne de production et de distribution. De plus, le concessionnaire doit être en mesure de fournir à la demande de l'autorité concédante des fiches sur les matières premières utilisées.

Il est à noter que tout changement dans les produits devra être soumis à l'accord préalable de l'autorité concédante en étant justifié.

Le concessionnaire a l'obligation de respecter les dispositions légales qui régissent la vente et la détention de produits alimentaires.

Une attention particulière devra être portée sur la qualité des produits de la part du concessionnaire ainsi ce dernier devra fournir des produits de qualité conformes aux normes alimentaires en vigueur. Les produits devront être maintenus dans des températures et conditions de conservation adaptées. Il est nécessaire que les distributeurs contenant des denrées périssables soient en mesure d'enregistrer les températures afin de respecter les normes d'hygiène alimentaire en vigueur.

Le concessionnaire devra être vigilant à ne pas proposer à la vente des produits dont la date limite de consommation est dépassée. Il doit vérifier régulièrement les dites dates de péremption.

Une fois par an, le concessionnaire devra faire procéder, à sa charge, par un laboratoire agréé, à des analyses bactériologiques sur les produits finis.

Les résultats seront communiqués à la Direction de la Logistique et des moyens Généraux (DLMG), dans le délai sur lequel le concessionnaire se sera engagé.

## **5 - 4 : Moyens de paiement**

Chaque distributeur devra accepter :

- le paiement compatible avec le mode de paiement proposé par la carte étudiante et du personnel qui comporte une puce IZLY ;
- Le paiement numéraire ;
- Autres moyens de paiement dématérialisés pourront être proposés par le concessionnaire (paiement sans contact) y compris pour l'offre de base.

### **5-4-3 : Fourniture et gestion de la monnaie**

La gestion du système de monnaie devra être fluide et éviter tout blocage y correspondant.

La gestion et l'approvisionnement correspondant en monnaie devront se faire en fonction de l'utilisation standard des systèmes de paiement et anticipera d'éventuels pics de consommation. La fréquence de contrôle de gestion et d'approvisionnement en monnaie fera l'objet de précision par les différents candidats.

Le concessionnaire dispose d'un délai de 48 heures pour respecter son engagement d'approvisionnement et de contrôle de gestion du système de monnaie, en cas de carence. Si ce délai n'est pas respecté, cela donnera lieu à l'application de pénalités prévues à l'article 12.

### **5-4-4 : Modalités de remboursement**

Le remboursement doit toujours être possible sur l'ensemble des machines. Le concessionnaire doit mettre à disposition des moyens efficaces afin de permettre aux utilisateurs un remboursement efficace en cas de non-distribution des consommations. Cette opération doit pouvoir être effectuée peu importe le moyen de paiement utilisé par le consommateur.

## **5 - 5 : Maintenance**

### **5-5-1 : Généralités**

Les prestations de maintenance sont entendues comme regroupant :

- L'entretien ou maintenance préventive ;
- Le dépannage ou maintenance corrective ;

La maintenance est assurée pendant les jours et heures ouvrables des sites de l'URCA. Le concessionnaire devra fournir, dès la notification du contrat, la liste nominative du personnel de maintenance affecté à la réalisation des prestations de maintenance. Toutefois, l'URCA se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des techniciens ne donnant pas satisfaction ou ne respectant pas les prescriptions réglementaires.

### **5-5-2 : Prestations**

La maintenance préventive se comprend comme un nombre minimum de visites par année sur les distributeurs, effectué à l'initiative du concessionnaire, suivant une fréquence proposée par le candidat.

La maintenance corrective recouvre le remplacement de toutes les pièces défectueuses comme pour les accessoires, l'affectation d'une main d'œuvre dédiée et une volonté de réduction au maximum des déplacements liés. Les incidents seront signalés au concessionnaire par téléphone et par courriel. L'URCA et le concessionnaire s'engagent à noter la date et l'heure de chaque appel. Ces indications devront figurer sur le bon d'intervention technique.

Le titulaire devra remettre au pouvoir adjudicateur un carnet de bord destiné à consigner diverses informations (dates, nature des pannes, période d'indisponibilité etc.).

Par nettoyage, il est entendu toutes les opérations permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords. Ces opérations sont mises en œuvre par le concessionnaire aussi souvent que nécessaire.

Par entretien courant, il est entendu toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance qui rend nécessaires des travaux de gros entretien ou de renouvellement.

### **5-5-3 : L'intervention**

En cas de panne ou d'incident, le concessionnaire s'engage à intervenir dans les limites qu'il a lui-même proposé au sein de l'annexe 2 du contrat de concession, à compter du signalement par courriel de l'URCA, sous peine d'application de pénalités de retard, prévu à l'article 13 du présent document. Les limites fixées à cette proposition sont :

- 8 heures de délai maximum d'intervention ;
- 12 heures de délai maximum de résolution ;
- 60 heures de délai maximum de remplacement du distributeur, en cas d'indisponibilité.

Les délais seront constatés à partir d'un mail de signalement, dans les heures ouvrables. L'indisponibilité du distributeur ne doit pas excéder la durée correspondant au délai de résolution, fixée dans l'annexe 2 du contrat de concession. Au-delà, le concessionnaire doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de procéder au remplacement du distributeur défectueux par un matériel équivalent pendant toute la période d'immobilisation, après en avoir informé l'URCA.

En cas de répétitions de pannes successives sur un distributeur donné qui entraîneraient plus de cinq interventions techniques constatées au cours d'une période de 1 mois, le candidat s'engage à procéder au remplacement du matériel défectueux dans le délai prévu.

Le concessionnaire indiquera la procédure d'intervention en cas de dysfonctionnement d'un appareil y compris pour les réclamations de monnaie bloquée ou produit non délivré (cette procédure doit être précisée dans l'offre).

Des opérations de vérification, consistant en une constatation du bon fonctionnement, seront consécutives à l'intervention. Elles donneront lieu à l'établissement d'un document indiquant la date et l'heure de remise en ordre de marche, mentionnant l'affichage du compteur, qui sera transmis au pouvoir adjudicateur.

#### **5-5-4 : Le cas spécifique de l'entretien**

Au minimum une fois par an avant chaque fermeture administrative estivale le concessionnaire devra déplacer toutes les machines, nettoyer le sol et procéder à un nettoyage minutieux, tant interne qu'externe, des appareils.

Les structures qui continuent à fonctionner pendant les périodes de fermeture sont également concernées par ce nettoyage.

Dans leur offre les candidats devront présenter des mesures préventives contre les nuisibles (ex : cafards...).

Le concessionnaire met à disposition de l'URCA les documents de traçabilité des opérations d'entretien faites sur chaque distributeur. Le concessionnaire devra impérativement afficher sur chaque distributeur un avis de passage mentionnant les dernières dates d'entretien des machines.

Le concessionnaire fournit dans son offre un planning des opérations d'entretien courant.

#### **5-5-5-Réclamation des usagers et dysfonctionnements**

Chaque demande sera signalée au concessionnaire par téléphone. Pour permettre une identification rapide de l'appareil à dépanner, le numéro de téléphone à appeler, le numéro de l'appareil et le numéro du site devront apparaître clairement sur chaque appareil.

L'URCA aura la possibilité de demander les dépannages par téléphone ou messagerie.

Le concessionnaire devra afficher lisiblement la procédure de remboursement en cas de monnaie bloquée ou de produit non délivré, ainsi que les numéros de téléphone à utiliser.

Afin de donner un point de démarrage incontestable au délai d'intervention de 4 heures, le concessionnaire sera chargé de réceptionner les appels, d'y donner suite et de les enregistrer informatiquement afin de pouvoir procéder régulièrement à une analyse de la prestation.

## 5 - 6 : Gestion globale du service

### 5-6-1 : Généralités

La gestion générale et globale du service de distribution de boissons et de denrée alimentaire, ici autorisé, est de l'entière responsabilité du concessionnaire. Celui-ci veillera à réaliser et encadrer chacune des dispositions prévues par le présent cahier des charges, mais aussi toutes les prestations non-envisagées, qui entrent tout de même dans le périmètre classique de gestion d'un tel service.

Pour toutes les prestations, qui apparaîtraient par la suite, directement liées à la gestion de ce service, et qui ne serait pas assurées par le concessionnaire, le pouvoir adjudicateur se réservera le droit, après mise en demeure de les réaliser, de dénoncer le présent contrat.

### 5-6-2 : Documents d'utilisation et d'information

Des documents d'utilisation et d'information, par type de distributeur installé et par site, seront fournis par le concessionnaire, afin d'assurer une information rapide et précise, concernant les distributeurs automatiques, aux responsables des sites concernés par l'implantation.

### 5-6-3 : Rapport annuel d'activité

Le concessionnaire s'engage à fournir chaque année, à la date anniversaire du présent contrat, un rapport annuel d'activité comportant notamment :

- Un état récapitulatif mentionnant le numéro des machines, leur marque, leur type et le nombre des différents types de vente réalisées suivant le relevé du compteur machine ;
- Les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du service objet de la concession ;
- Une analyse de la qualité de service (nombre de pannes par appareil, délais d'intervention et de réparation par distributeur, respect des délais d'intervention, mise en place dans les délais impartis de distributeur de remplacement en cas de panne, etc.).

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier les conditions d'exécution du service objet de la présente concession.

Si le concessionnaire ne se conforme pas à cette obligation, cela donnera lieu à l'application de pénalités prévues à l'article 10.1 du contrat de concession.

## ARTICLE 6 – Installation des matériels

Au début de la concession, les distributeurs automatiques actuellement en place devront être remplacés par du matériel **neuf ou reconditionnés de moins d'un an. Il en est de même pour les distributeurs automatiques supplémentaires. Le concessionnaire devra avoir la capacité de justifier l'état du parc.** Ils devront être livrés, installés et mises en ordre de marche, aux frais du concessionnaire. Celui-ci devra s'assurer au préalable de la configuration du site et ne pourra en aucun cas prétendre à s'exonérer de l'une de ses obligations.

Le matériel installé comporte **un habillage neutre ou sobre** destiné à s'insérer au mieux dans les locaux (parement noir ou autres selon la demande expresse des utilisateurs) et dépourvu de toute publicité.

Toute demande d'installation de distributeurs supplémentaires ou de suppression devra faire l'objet d'un avenant à la concession de service. Le cas échéant, le concessionnaire est tenu d'installer le ou les nouveaux distributeurs dans un délai d'un mois à réception de la notification. Ces demandes supplémentaires seront faites en concertation avec le concessionnaire après avis favorable du correspondant du site.

Les matériels et leurs accessoires sont la propriété du concessionnaire et feront l'objet d'un récépissé de dépôt. Il appartient au concessionnaire de prendre les mesures nécessaires pour limiter les actes de vandalisme et de détérioration du matériel. Le remplacement ou remise en état du matériel restera à la charge du concessionnaire.

Les frais de transport et d'installation des équipements sont à la charge du concessionnaire (livraison franco de port), de même que les frais ultérieurs d'entretien et de dépannage.

Les machines seront installées dans des espaces accessibles aux différents usagers des services universitaires. Un schéma d'implantation sera soumis préalablement à validation de l'URCA, avant toute mise en place de matériels.

Le contrat de concession permet à l'attributaire d'installer des équipements liés au service demandé sur des sites préalablement définis par l'URCA,

A l'issue de l'installation, un inventaire, fourni en annexe n°4 au présent document, par lieu d'implantation, sera réalisé conjointement par les différentes parties. Celui-ci listera les différents biens (biens immobiliers et mobiliers) fournis ou mis à disposition pour l'exécution du présent contrat.

## **ARTICLE 7 – Considérations environnementales**

Le concessionnaire doit s'inscrire dans une démarche en faveur de l'environnement, ainsi ce dernier doit mettre en œuvre des moyens permettant de s'inscrire dans un comportement écoresponsable : matériels économiques, consommation d'énergies basses, mise en veille ect. Les éléments jetables (gobelets, touillette etc.) doivent être en matières recyclées.

Il est attendu également, que le concessionnaire utilise des véhicules à faible émission lors des déplacements sur les lieux d'exécution du contrat, et de rationaliser ces dits déplacements (éviter les aller-retour).

Enfin le concessionnaire doit avoir la capacité de mettre à disposition des machines pouvant reconnaître les *mugs* « personnels » des utilisateurs afin de réduire l'utilisation de produits jetables.

Le concessionnaire devra mettre à disposition un système de "Détection optique de contenant" (de type I-Detect) ou une touche "Sans Gobelet" explicite.

Cette démarche fera l'objet de précisions par chaque candidat, au sein de leurs mémoires techniques, et sera jugé lors de l'analyse des offres.

## **ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXPLOITATION**

### **8.1-Cession – Sous-location**

La concession sera accordée à titre strictement personnel et ne pourra faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous-location partielle ou totale est interdite.

Le matériel de distribution automatique sera choisi, fourni et entretenu par le concessionnaire, qui est tenu d'en assurer directement, en son nom et sans discontinuité, l'exploitation autorisée.

### **8.2-Restitution de l'installation**

Le candidat s'engage à retirer les distributeurs dans les trente jours suivant la date de prise d'effet de ladite résiliation sous peine d'une astreinte de 100 € par jour calendaire de retard dans l'hypothèse où le défaut d'enlèvement pénaliserait l'installation d'un nouveau matériel par un autre concessionnaire et impliquerait de ce fait l'indisponibilité du service attendu.

## 8.4-Propriété

Les distributeurs automatiques seront et demeurent la propriété inaliénable du concessionnaire. A cet effet, l'Université s'engage à maintenir en place et parfaitement visible, la plaque d'immatriculation indiquant le nom du propriétaire du matériel et à avertir immédiatement le concessionnaire dans le cas où cette plaque viendrait à ne plus être lisible ou à disparaître.

Un étiquetage (fixé, autocollant, etc.) comportant les noms et coordonnées de du concessionnaire (y compris téléphoniques), devra être prévu sur chaque machine.

## 8.5-Convention

Une convention accordant l'autorisation d'exploiter des appareils de distribution automatique sera signée entre l'RCA et le concessionnaire, par la signature du contrat de concession.

## ARTICLE 9 – Prix et condition tarifaire

Les différents produits et leurs tarifs de vente respectifs proposés seront indiqués au moyen d'un tableau, fourni en annexe n°3 du contrat de concession. Celui-ci devra tenir compte du tarif à l'unité de chacun des consommables

Les prix sont réputés ferme durant toute la durée du contrat. Cependant une révision est possible en cas de circonstances économique exceptionnelles justifiant cette révision à la demande et sur justification du concessionnaire. Le cas échéant, le concessionnaire devra faire parvenir une nouvelle proposition au minimum 60 jours avant l'effectivité des nouveaux tarifs à la Direction des Achats de l'URCA. Cette proposition devra être acceptée par l'URCA **au moyen d'un courrier recommandé avec accusé réception**. L'absence de réponse au jour d'effectivité des nouveaux tarifs vaut refus.

**Les tarifs appliqués doivent être identiques sur l'ensemble des sites.**

Le chiffre d'affaires annuel réalisé (global et par appareil) devra être communiqué sous la forme d'un document électronique, chaque année, au moment du paiement de la redevance, à la Direction des Affaires Financières et à la Direction des Achats de l'URCA.

Lors du dépôt de son dossier, le candidat devra faire apparaître clairement les prix de chaque produit qu'il proposera, le reversement du chiffre d'affaires prévu et le moyen mis à la disposition de l'URCA pour vérifier la véracité de ses déclarations. Les prix des produits issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique sont identiques aux prix des autres produits de la même gamme.

Tous les distributeurs proposeront, par type de produit un prix unique.

Les prix indiqués s'entendent TTC.

Ces prix devront s'inscrire dans la fourchette suivante :

- Boissons chaudes < ou = à 0,50 € TTC ;
- Boissons élaborées < ou = à 1,40 € TTC.

**NB : une proposition de prix « incitatif » sera précisée pour les consommateurs possédant un mug personnel**

- Boissons fraîches < ou = 1,50 € TTC ;

- Snack / Confiserie < ou = 1,40 € TTC ;
- Nourriture fraîche < ou = 4 € TTC.

## **ARTICLE 10 – Redevance annuelle :**

### **10-1 Le montant de la redevance**

La concession de service sera consentie moyennant le paiement par le concessionnaire de deux redevances annuelles ci-après :

- Une redevance fixe, qui constitue une part fixe forfaitaire d'occupation du domaine public à l'URCA, qui ne saurait être inférieure à 1 800 € TTC par distributeur (le montant est proposé par Distributeur Automatique, en annexe n°1 au contrat de concession).;

Ce montant sera majoré du taux de TVA en vigueur. Il prendra aussi en compte les frais correspondants aux prestations fournies par l'URCA, donc ici principalement la fourniture d'électricité, mais aussi tous les impôts, redevances et contributions ou taxes établis par l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, liés à l'exécution du service.

- une part variable proportionnelle sur le chiffre d'affaires produit par la vente au public qui ne saurait être inférieur à 25% et supérieur à 30 %, pourcentage proposé par le candidat dans son offre.

Les redevances seront versées en une fois à l'Agence Comptable de l'URCA par virement (le RIB de l'URCA sera transmis au fournisseur retenu).

Elles sont payables par le concessionnaire, chaque année d'exécution, 10 jours après la date anniversaire de la notification du contrat et ce dans un délai de 10 jours. Si le concessionnaire ne se conforme pas à cette obligation, cela donnera lieu à l'application de pénalités prévues à l'article 13, sans mise en demeure préalable.

### **10-2 Le contrôle de la redevance**

Le concessionnaire sera tenu de communiquer son chiffre d'affaires toutes taxes comprises détaillé par appareil et par produit à une date fixée conjointement. Le candidat indique dans son offre les modalités d'organisation des relevés des compteurs permettant un contrôle par l'Université. Chaque année, le concessionnaire devra transmettre à la direction des achats et des marchés le chiffre d'affaires réalisé pour le 30 avril au plus tard. La déclaration du chiffre d'affaires devra être claire et permettre un contrôle fiable par le concédant. A cet effet, il est demandé au candidat de donner un accès à l'université au système de télérelève de compteurs de chaque distributeur et d'expliquer les modalités de cet accès.

## **ARTICLE 11 – Alimentation et raccordement**

L'URCA s'engage à mettre à disposition les arrivées d'eau et d'électricité, ainsi qu'à maintenir les branchements et raccordements permanents.

Les différents matériels devront impérativement être raccordés au plus près des emplacements et prises d'alimentation, le cas échéant dans le même local que ces dernières.

L'URCA ne pourra cependant être tenu pour responsable en cas de non-distribution d'eau et d'électricité du fait de pannes, coupures nécessitées par des travaux dans les locaux ou de tout autre motif de non-distribution indépendant de sa volonté ou consécutif à un cas de force majeure.

Le concessionnaire assure la connectivité (Cartes SIM M2M ou équivalent), en zone blanche (sous-sol), l'université étudiera la mise à disposition d'une prise réseau.

## **ARTICLE 12 – Obligations des parties**

Les différentes parties s'engagent à garder confidentielle toute information, tout document et tout rapport de nature technique, commerciale ou financière transmis dans le cadre de l'exécution de la présente concession et identifiés comme confidentiels.

### **12 - 1 : Incombant au concessionnaire**

Le concessionnaire s'engage à ne pas gêner ou empêcher le fonctionnement des services par ses agents ou ses matériels, mais aussi les éventuels contrôles de l'exécution du service, réalisés ponctuellement et librement par le pouvoir adjudicateur.

Le concessionnaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, dans les conditions fixées par celui-ci. Il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, au plus tard le jour de la signature du contrat et tous les 6 mois à compter de la date d'entrée en vigueur, les documents mentionnés à l'article D. 8222-5 du Code du travail. Si le concessionnaire ne s'acquitte pas desdites formalités, l'URCA se réserve le droit d'appliquer des pénalités correspondantes, prévues à l'article 13.

Le concessionnaire s'engage de plus à réaliser une certaine démarche en faveur de l'environnement dans le cadre de son activité, c'est-à-dire des mesures et dispositifs que la société se propose de mettre en place pour limiter l'impact sur l'environnement.

### **12 - 2 : Incombant au pouvoir adjudicateur**

L'URCA garantit au bénéficiaire du futur contrat de concession, l'occupation paisible des lieux d'implantations des machines qui lui ont été attribués. Toutefois, l'établissement se réserve le droit d'interdire au concessionnaire l'accès aux locaux pour des raisons de sécurité ou liées au fonctionnement du service public, pendant de brèves périodes (manifestations exceptionnelles, etc), si cela s'avère nécessaire.

Il pourra être demandé, lors de mise en travaux de la zone où est implanté le matériel, un arrêt total de fonctionnement de ce dernier. L'URCA s'engage, dans ces circonstances, à assurer une protection efficace (anti-poussière et chocs) au chantier concerné.

## **ARTICLE 13 – Garanties**

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du contrat de concession, et pour garantir sa bonne exécution, le concessionnaire mettra en place une garantie sous forme d'un montant de **10 000 €**. Cette garantie a pour objet de couvrir :

- le remboursement des dépenses engagées par le pouvoir adjudicateur, dans l'hypothèse où ce dernier serait contraint de prendre les mesures pour palier à une défaillance du concessionnaire ;
- le paiement de la redevance due par le concessionnaire, au cas où ce dernier ne les aurait pas versées ;
- le paiement des pénalités dues par le concessionnaire, au cas où ce dernier ne les aurait pas versées ;
- le paiement de toutes les sommes restant dues par le concessionnaire à l'expiration du contrat.

Le pouvoir adjudicateur est autorisé à prélever les sommes dues sur la garantie chaque fois que l'une des conditions mentionnées ci-dessus se trouve réalisée.

Tout prélèvement d'une somme quelconque sur la garantie donne lieu à sa reconstitution par le concessionnaire dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle le prélèvement est intervenu. Le défaut de reconstitution de la garantie peut donner lieu au prononcé de la déchéance du concessionnaire après mise en demeure restée sans effet.

Le concessionnaire sera libéré de son obligation de disposer d'une garantie 3 mois après l'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit.

Cela ne préjuge pas de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de réclamer toute somme due en application du contrat au-delà de ces 3 mois.

## **ARTICLE 14 – Assurance et responsabilité**

Les appareils doivent répondre aux normes de sécurité applicables dans le secteur concerné par le contrat, ainsi qu'aux normes d'installation qui leurs sont propres.

Le concessionnaire demeure seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, de l'exploitation et de l'enlèvement de ses équipements. Il aura, également, l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuels pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel et les tiers présents, ainsi qu'aux locaux.

Le concessionnaire devra justifier qu'il a souscrit une assurance « responsabilité civile » pour se prémunir de tout risque locatif et de voisinage (notamment les risques de dégâts divers, d'incendie, etc), ainsi que tout risque vis à vis des tiers.

Une copie du contrat d'assurance devra être transmise à la Direction des Achats et des Marchés de l'URCA avant l'installation des appareils.

En cas de non-présentation de ces documents, l'URCA se réserve le droit d'appliquer des pénalités correspondantes, prévues à l'article 10.1 du contrat de concession.

Le concessionnaire s'engage à informer expressément le même service de l'URCA de toute modification des contrats d'assurance.

Les polices d'assurances comporteront une clause de renonciation à recours du concessionnaire à l'égard de l'URCA en cas de vol, ou à l'occasion de tout dommage survenant aux biens du pouvoir adjudicateur, de son personnel, et de toute personne agissant pour son compte et se trouvant sur le lieu d'implantation des machines.

## **ARTICLE 15 – Fin du contrat de concession**

Le concessionnaire s'engage à retirer les différents matériels dans le mois suivant la date de prise d'effet du terme du contrat, quelle qu'en soit la cause. La reprise des différents matériels par le concessionnaire sortant sera organisée par le pouvoir adjudicateur par la mise en place d'un planning déterminant les périodicités et date de reprise des matériels.

Un état des lieux de sortie sera effectué par l'URCA, en présence du concessionnaire, à l'enlèvement des différents matériels. Les états des lieux d'entrée et de sortie seront conservés par l'URCA.

Quelle qu'en soit la cause, la fin du contrat oblige le concessionnaire à remettre les lieux en leur état initial à ses frais. En cas de non-respect de cette obligation, l'URCA peut, 8 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, remettre en état les lieux aux frais, risques et périls du concessionnaire.

L'URCA peut dispenser expressément le concessionnaire de tout ou partie de cette remise en état.

Au terme du contrat de concession, un nouvel inventaire contradictoire de sortie des biens, fourni en annexe n°5 au présent document sera effectué par les différentes parties. En cas de non-compatibilité avec l'inventaire d'installation, le concessionnaire s'engage à dédommager le pouvoir adjudicateur à hauteur du prix des biens absents.